



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau et risques  
Tél : 04 68 38 10 94  
Mél : ddtm-secheresse@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 24 juillet 2023

Monsieur,

Par courriel, vous sollicitez une dérogation exceptionnelle aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2023164-0002 du 13 juin 2023, relatif à la mise en place de mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau liées à l'état de la ressource superficielle et des nappes souterraines.

La commune du Barcarès est inscrite dans la zone de gestion de la Côte nord où le niveau de restriction « Crise » est atteint sur les ressources souterraines. En conséquence, certains usages de l'eau sont interdits et d'autres réglementés, comme listés à l'article 6 de l'arrêté pré-cité.

Sont notamment interdits, le remplissage et l'appoint en eau de l'ensemble des piscines et bassins à usage privé.

Suite à l'examen de votre demande, je vous informe que la dérogation sollicitée pour le remplissage des deux bassins de la copropriété « Ile des pêcheurs », sur la commune du Barcarès, est accordée<sup>1</sup>, sous réserves :

- de traiter l'eau pour permettre sa réutilisation durant toute la période de sécheresse,
- de prendre en compte les bonnes pratiques « sécheresse » édictées par l'ARS.

.../...

Monsieur Guillaume QUET  
8 avenue de la grande plage  
66420 LE BARCARES

Le présent document devra être présenté immédiatement sur demande des agents en charge du contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral sécheresse.

Mon service reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Le chef adjoint  
du service eau et risques**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**Philippe Orignac**

<sup>1</sup>La décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot 34063 Montpellier Cedex ; téléphone : 04 67 54 81 00) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Cette décision est notifiée à l'intéressé et publiée sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales pendant une durée de 3 mois.